

AI Index: PRE 01/315/2008
11 December 2008

Guantánamo. Les États européens devraient suivre l'exemple du Portugal et accueillir d'anciens détenus

« L'Union européenne et les États européens devraient prêter la plus grande attention à l'appel lancé par le Portugal pour que la protection des détenus de Guantánamo ne pouvant pas retourner dans leur pays d'origine figure parmi les priorités », a déclaré Amnesty International ce jeudi 11 décembre. L'organisation a fait cette déclaration alors qu'elle se félicitait de ce que le ministre portugais des Affaires étrangères se soit engagé à offrir protection à ces détenus, en appelant les autres États européens à faire de même.

« Les gouvernements européens devraient suivre l'exemple audacieux du Portugal et contribuer ainsi à mettre fin au scandale que représente Guantánamo en matière de droits humains », a déclaré Daniel Gorevan, qui coordonne la campagne Contre le terrorisme : la justice au sein d'Amnesty International.

Note aux rédacteurs

Une cinquantaine de détenus sur les plus de 250 personnes actuellement incarcérées à Guantánamo ne peuvent légalement pas être renvoyés dans leur pays d'origine car ils risquent d'y subir des atteintes graves à leurs droits fondamentaux, telles que des actes de torture ou d'autres mauvais traitements. Ces détenus sont originaires notamment de Chine, de Libye, d'Ouzbékistan, de Russie et de Tunisie.

Pour plus d'informations sur la campagne que mène Amnesty International pour demander aux gouvernements européens d'offrir leur protection aux détenus de Guantánamo ne pouvant pas rentrer en toute sécurité dans leur pays d'origine, cliquez sur le lien suivant : <http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/human-rights-groups-call-european-governments-offer-humanitarian-protect>

Des spécialistes d'Amnesty International sur les droits humains dans la lutte contre le terrorisme sont disponibles pour des interviews.